



Travailleuses, travailleurs, militants ouvriers,

En un an de présidence, Macron a suscité la haine dans la classe ouvrière. Toutes les mesures de sa présidence constituent des attaques directes ou indirectes contre les travailleurs et leurs conditions d'existence. Il est clairement et cyniquement au service des plus riches de cette société, de la classe capitaliste.

Face à la crise de son système économique, la classe capitaliste mène une guerre brutale à tous ceux qui vivent de leur travail, à commencer par les salariés, pour récupérer sur leur dos de quoi continuer à augmenter les profits des entreprises et surtout les dividendes des actionnaires les plus

riches, que la marche habituelle de l'économie n'est pas capable de leur assurer.

Sur le fond, la politique de Macron se situe dans la continuité de celle de ses deux prédécesseurs, Sarkozy et Hollande.

Mais Macron, avec sa personnalité, son arrogance et son mépris non dissimulé envers tous ceux qui vivent de leur travail – salariés surtout, mais aussi artisans, petits paysans ou petits commerçants –, envers les chômeurs, les retraités et tous les pauvres, apparaît aux yeux de tous pour ce qu'il est : le porte-parole de la minorité de très riches qui domine la société, et fier de l'être.

Rejeter Macron sans fabriquer de faux espoirs

Lutte ouvrière tient à marquer sa solidarité avec tous ceux du monde du travail qui participent à cette manifestation, pour exprimer leur hostilité à Macron et à la politique qu'il mène.

La manifestation d'aujourd'hui est cependant aussi l'expression d'une opération politique qui a pour ambition de construire une alternative politique à Macron, que nous combattons.

Cette opération n'incarne une alternative que par rapport à la personne de Macron, mais pas par rapport à la politique antiouvrière qu'il mène et sûrement pas contre le grand capital qui la commande. Remplacer Macron par qui que ce soit d'autre ne mettra pas fin au pouvoir de l'argent et de la classe capitaliste.

Pour l'heure, cette opération cherche encore sa forme. Mais ce sera une nouvelle mouture de l'Union de la gauche de l'époque Mitterrand et de la Gauche plurielle du temps de Jospin.

Les travailleurs qui ont vécu cette période ont des raisons de se souvenir de Mitterrand. Au congrès d'Épinay, en 1971 – où cet ancien politicien de droite mit la main sur le Parti socialiste –, Mitterrand déclara : « *Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* ». Une fois élu président de la

République, avec la collaboration du PCF, le même Mitterrand gouverna finalement au profit du grand patronat.

Les travailleurs et les militants ouvriers ont des raisons de se souvenir de Hollande affirmant, bien plus récemment : « *Mon adversaire, c'est le monde de la finance* », avant de se mettre à plat ventre devant la finance et les financiers.

Les travailleurs ont surtout des raisons de se souvenir de la démoralisation, du dégoût que cela a engendré dans le monde du travail, qui a décrédibilisé la gauche et contribué à faire le lit du Front national.

Les faux espoirs de changement que nombre de militants ouvriers, membres de partis de gauche, syndicalistes ou associatifs ont propagé parmi les travailleurs, ont été démentis par la réalité de la politique menée par le gouvernement de gauche. Les militants ouvriers se retrouvent aujourd'hui dans la situation d'avoir à assumer la responsabilité de mesures désastreuses pour les travailleurs.

La différence entre une politique de gauche et une politique de droite a perdu toute signification avec l'effondrement piteux de Hollande. Au point que Macron n'a eu qu'à tirer l'échelle avec son « ni droite, ni gauche ».

Le choix qui se présente aux militants ouvriers

Le plus grave est que le discrédit de la gauche n'a pas seulement frappé les ministres et les députés, dont beaucoup ont su se reconvertir derrière Macron, mais aussi nombre de militants ouvriers. Certains, découragés, ont même cessé de militer.

Ceux qui n'ont cependant pas perdu courage et qui veulent continuer à militer dans leur classe sont, plus encore que dans le passé, devant un choix. Ou bien ils se mettent à fabriquer une nouvelle opération de faux espoirs et gaspillent leurs

capacités militantes à préparer une nouvelle génération de politiciens à la disposition de la bourgeoisie. Ou ils reviennent aux idées de lutte de classe.

De Mélenchon, ancien ministre de Jospin, à Hamon, ancien ministre de Hollande, les chefs de file de cette opération ont activement contribué à la politique antiouvrière et propatronale des gouvernements auxquels ils ont participé. Et même ceux qui étaient trop jeunes pour avoir été associés au pouvoir défendent en fin de compte aujourd'hui la même politique que les anciens. La lutte de classe, même si tous ces responsables le nient, est plus puissante que leurs promesses.

Les organisateurs de cette manifestation mettent en avant le mot d'ordre central « l'égalité,

la justice sociale et la solidarité ».

Mais quelle égalité peut-il y avoir dans cette société où les Arnault, Bolloré, Dassault et bien d'autres encaissent en une heure ce qu'un salarié gagne toute sa vie durant ? Quelles mesures sont prévues pour empêcher cela ? Dans quel programme ?

Quelle justice sociale peut-il y avoir si d'avance on ne s'engage même pas à toucher aux grandes fortunes, et encore moins à la domination du grand capital sur la société ?

Quel sens peut avoir la solidarité dans cette société où la richesse de la minorité capitaliste vient précisément de l'écrasement des salaires, des licenciements et des réductions d'effectifs au nom de la compétitivité ?

Comment peut-on combattre pour l'égalité, la justice sociale, la solidarité en respectant le système capitaliste ?

Il ne peut y avoir ni égalité, ni justice sociale, ni même solidarité dans une société dominée par le grand capital et ceux qui le possèdent ! Les politiciens peuvent changer d'étiquette mais ils ne peuvent pas changer la réalité sociale. Il n'est pas possible d'être à la fois pour les exploités et pour leurs exploités capitalistes.

Pour instaurer l'égalité, la justice sociale et la solidarité, il ne suffit pas de changer de gouvernement ou même de République, il faut changer la société, renverser le pouvoir du capital et de la bourgeoisie. Brandir ces mots d'ordre abstraits sans le dire, c'est tromper les travailleurs exploités pour les trahir demain.

Militantes et militants du monde du travail !

La cause politique qui mérite qu'on lui consacre ses efforts militants n'est certainement pas de s'activer pour hisser au pouvoir des hommes politiques, ou un parti, quels qu'ils soient, qui gouverneront dans le cadre des institutions existantes, dans le respect de l'ordre social existant, dominés par le grand capital et la minorité capitaliste qui le monopolise.

La cause politique qui mérite tout l'engagement, tout le dévouement de militants qui veulent se consacrer aux intérêts des travailleurs et au changement de l'ordre social basé sur l'exploitation, c'est d'œuvrer pour la renaissance de la conscience d'appartenir à une classe sociale qui porte le présent et l'avenir de la société entre ses mains. C'est redonner aux travailleurs la fierté d'être la classe sociale qui fait fonctionner toute l'économie et les convaincre de la légitimité de défendre leurs intérêts matériels et politiques.

C'est d'œuvrer pour leur redonner la capacité de peser sur la vie politique, non par l'intermédiaire d'institutions dont la raison d'être est de préserver

la société telle qu'elle est, c'est-à-dire capitaliste, mais par leurs moyens de classe, les grèves et les manifestations.

Les militants ouvriers ont bien d'autres choses à faire que de servir de marchepied à des politiciens qui ont besoin de l'électorat populaire pour devenir députés, ministres ou président de la République au service de la classe capitaliste.

Ils ont pour tâche, oh combien plus exaltante, de faire renaître et de propager au sein de leur classe sociale, dans les entreprises, dans les quartiers populaires, les idées de la lutte de classe.

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Il n'y a aucun sauveur suprême qui peut les protéger de l'avidité de la classe capitaliste et du pouvoir de l'argent. Les travailleurs ont cependant la force sociale pour se protéger eux-mêmes. Ils ont la capacité de renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie. Il n'y a jamais trop de militants ouvriers pour défendre cette perspective et pour renforcer la conscience des travailleurs et la confiance en eux-mêmes.

Lutte ouvrière, 26 mai 2018